

2° Opsteller (20 jaar): 12.928,68-21.323,38

Anciënniteit		Anciënniteit		Anciënniteit	
0	12.928,68	11	15.739,48	22	18.902,10
1	13.371,42	12	15.801,60	23	19.459,93
2	13.609,10	13	16.358,18	24	19.523,28
3	13.846,77	14	16.420,30	25	20.081,08
4	13.872,47	15	16.976,88	26	20.144,42
5	14.102,50	16	17.039,00	27	20.702,23
6	14.164,62	17	17.596,46	28	20.765,57
7	14.431,07	18	17.659,81	29	21.323,38
8	14.493,19	19	18.217,61	30	21.323,38
9	15.049,76	20	18.280,96	31	21.323,38
10	15.182,90	21	18.838,76		

**Art. 2.** De Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2001.

Brussel, 12 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
N. MARECHAL

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4352

[C — 2002/28134]

#### 13 NOVEMBRE 2002. — Décret modifiant le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, modifié par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, et par le décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité, il est ajouté un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement peut accorder à tout centre collectif de recherche agréé une subvention qui couvre jusqu'à 80 % des dépenses admissibles relatives à un projet de veille technologique qui consiste à se tenir en permanence informé des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles.

Le Gouvernement peut accorder à tout centre collectif de recherche agréé une subvention qui couvre jusqu'à 80 % des dépenses admissibles relatives à un projet de guidance technologique ayant pour objet la réalisation, pour des entreprises qui sollicitent son expertise scientifique ou technique, de prestations de service qui consistent en des audits technologiques de problèmes liés à des procédés ou produits, et en des conseils d'orientation vers des compétences technologiques.

Les dépenses admissibles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2 ne comprennent que celles qui sont énumérées à l'article 2, alinéa 3, 1° à 4°.

**Art. 2.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre *Ibis* rédigé comme suit :

#### « CHAPITRE *Ibis*. — De l'agrément des centres collectifs de recherche

**Art. 4bis.** Est agréé le centre collectif de recherche qui introduit une demande d'agrément et qui est considéré comme répondant à chacune des conditions d'agrément visées aux articles 4ter et 4quater.

Si seuls un ou certains sièges d'activités du centre collectif de recherche répondent à chacune de ces conditions, l'agrément peut être limité à ce ou ces sièges d'activités.

**Art. 4ter.** Les conditions d'agrément relatives aux activités du centre collectif de recherche sont les suivantes :

1° le centre collectif de recherche réalise des travaux de recherche industrielle de base qui présentent un caractère suffisamment général pour être susceptibles d'intéresser des entreprises confrontées aux mêmes besoins;

2° il se tient en permanence informé des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles;

3° il détermine les travaux visés au 1° et les domaines visés au 2° suivant les indications du comité technique permanent visé à l'article 4quater, 7°;

4° il organise la diffusion auprès des entreprises des résultats des travaux visés au 1° et des progrès visés au 2°, au moyen d'un dispositif facilement accessible et fréquemment mis à jour;

5° dans les domaines dont relèvent les travaux visés au 1°, il réalise, avec ses propres moyens humains et matériels, des activités de guidance technologique ayant pour objet la réalisation, pour des entreprises qui sollicitent son expertise scientifique ou technique, de prestations de service qui consistent en des audits technologiques de problèmes liés à des procédés ou produits, et en des conseils d'orientation vers des compétences technologiques.

Art. 4<sup>quater</sup>. Les conditions d'agrément relatives au statut et au fonctionnement du centre collectif de recherche sont les suivantes :

1° soit le centre collectif de recherche relève de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des différentes branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique, soit il ne relève pas de cet arrêté-loi mais dispose d'au moins un siège d'activités sur le territoire de la Région wallonne;

2° il organise ses activités, dans une mesure significative, en fonction des besoins et de la typologie des entreprises wallonnes des domaines dont relèvent les travaux visés à l'article 4<sup>ter</sup>, 1°;

3° il répond aux normes de qualité qui sont essentielles dans les domaines dont relèvent ses activités, c'est-à-dire principalement celles dont le non-respect nuirait à la renommée du centre auprès de la communauté scientifique et industrielle;

4° il dispose d'une capacité d'autofinancement suffisante pour entretenir les équipements et le matériel nécessaires à ses activités;

5° il tient une comptabilité analytique de ses activités, qui permet notamment de vérifier l'affectation des aides et interventions publiques dont il bénéficie, et de vérifier les coûts et les prix de ses services aux entreprises;

6° il publie un rapport annuel qui expose le déroulement et les résultats des divers types d'activités visées à l'article 4<sup>ter</sup>;

7° il comporte un comité technique permanent, composé en majorité de représentants d'entreprises.

Art. 4<sup>quinquies</sup>. L'agrément du centre collectif de recherche a une durée indéterminée.

Art. 4<sup>sexies</sup>. Le centre collectif de recherche agréé fait périodiquement l'objet d'audits qui ont pour objet de vérifier s'il continue de répondre à chacune des conditions d'agrément visées aux articles 4<sup>ter</sup> et 4<sup>quater</sup>. Ces audits sont réalisés par des experts indépendants.

Art. 4<sup>septies</sup>. L'agrément du centre collectif de recherche peut être retiré :

1° si un audit visé à l'article 4<sup>sexies</sup> fait apparaître que le centre collectif de recherche ne répond plus à au moins une des conditions d'agrément visées aux articles 4<sup>ter</sup> et 4<sup>quater</sup>;

2° si le centre collectif de recherche persiste à ne pas respecter une ou plusieurs des conditions visées à l'article 4<sup>ter</sup>, 3°, et à l'article 4<sup>quater</sup>, 5°, 6° ou 7°;

3° lorsque le centre collectif de recherche ne relève pas de l'arrêté-loi visé à l'article 4<sup>quater</sup>, 1°, s'il cesse de disposer d'au moins un siège d'activités sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 4<sup>octies</sup>. Il est institué une Commission d'agrément, dont les missions principales consistent :

1° à élaborer, chaque fois qu'un centre collectif de recherche introduit une demande d'agrément, une proposition motivée dans laquelle elle indique s'il répond ou non à chacune des conditions d'agrément visées aux articles 4<sup>ter</sup> et 4<sup>quater</sup>, et dans laquelle elle peut suggérer que l'agrément soit limité à un ou plusieurs des sièges d'activités du centre, conformément à l'article 4<sup>bis</sup>, alinéa 2;

2° à élaborer les propositions motivées de retrait de l'agrément, dans le respect de l'article 4<sup>septies</sup>.

Art. 4<sup>nonies</sup>. La Commission d'agrément visée à l'article 4<sup>octies</sup> est composée :

1° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement;

2° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement;

3° d'un représentant du Ministre qui a la Recherche scientifique et les Technologies nouvelles dans ses attributions, distinct du membre de la Commission d'agrément qui, le cas échéant, représente ce Ministre en vertu du 1° ou en vertu du 2°;

4° de deux membres de la Direction générale;

5° d'un expert à orientation scientifique;

6° d'un expert à orientation économique et financière;

7° d'un expert en matière de certification;

8° de quatre représentants du Conseil de la politique scientifique.

Les membres de la Commission d'agrément sont nommés par le Gouvernement. Le mandat d'un membre expire à la fin de la sixième année civile qui suit celle au cours de laquelle le Gouvernement l'a nommé. Il est renouvelable.

Le mandat d'un membre prend fin avant terme :

1° dès qu'il perd la qualité en laquelle le Gouvernement l'a nommé;

2° s'il informe le Gouvernement qu'il souhaite démissionner;

3° s'il est révoqué par la Commission d'agrément.

Lorsque le mandat d'un membre prend fin, le Gouvernement nomme un nouveau membre, qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 4<sup>décies</sup>. Le Gouvernement arrête :

1° la procédure d'introduction de la demande d'agrément;

2° les procédures d'octroi et de retrait de l'agrément;

3° les modalités et la fréquence des audits visés à l'article 4<sup>sexies</sup>;

4° les modalités suivant lesquelles il nomme les membres de la Commission d'agrément visée à l'article 4<sup>octies</sup>;

5° les missions complémentaires de la Commission d'agrément, utiles à l'exécution de ses missions principales;

6° les modalités suivant lesquelles la Commission d'agrément exécute ses missions. »

**Art. 3.** La disposition suivante est insérée dans le même décret :

« CHAPITRE IVbis. — *De l'évaluation*

Art. 9bis. L'Exécutif communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'aide et d'intervention pour la recherche et les technologies que l'Exécutif a menée au cours de l'année civile précédente et dans le cadre du décret du 5 juillet 1990. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* — (2001-2002) N<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 6 novembre 2002.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 4352

[C — 2002/28134]

**13. NOVEMBER 2002 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 1990  
über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region  
für die Forschung und die Technologien (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 3 des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, und durch das Dekret vom 15. Februar 2001 über die Vorstartbeihilfen, wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 5. Die Regierung kann jedem zugelassenen kollektiven Forschungszentrum eine Subvention gewähren, die bis zu 80% der zulässigen Ausgaben bezüglich eines Technologieüberwachungsprojekts deckt, welches darin besteht, sich ständig über die wissenschaftlichen und technischen Fortschritte informiert zu halten, die in Belgien wie auch im Ausland in Bereichen erreicht werden, die unter die Zuständigkeit dieses Zentrums fallen und die ein hohes Potenzial an industriellen Erneuerungen vorweisen.

Die Regierung kann jedem zugelassenen kollektiven Forschungszentrum eine Subvention gewähren, die bis zu 80% der zulässigen Ausgaben bezüglich eines Technologiebegleitungsprojekts deckt, dessen Zweck die Erweisung von Dienstleistungen ist, die in technologischen Audits hinsichtlich von Problemen in Verbindung mit Verfahren oder Produkten und in der Beratung zur Orientierung in Richtung technologischer Fachkenntnisse bestehen und die Unternehmen zugute kommen, die bei dem Zentrum dessen wissenschaftliches oder technisches Sachverständigen-gutachten ersuchen.

In den in Absatz 1 und Absatz 2 erwähnten zulässigen Ausgaben sind lediglich die in Artikel 2, Absatz 3, 1<sup>o</sup> bis 4<sup>o</sup> angeführten Ausgaben enthalten.»

**Art. 2** - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel IIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL IIbis — *Zulassung der kollektiven Forschungszentren*

Art. 4bis - Zugelassen wird das kollektive Forschungszentrum, das einen Zulassungsantrag eingereicht hat und das als die in den Artikeln 4ter und 4quater erwähnten Bedingungen erfüllend angesehen wird.

Werden diese Bedingungen lediglich von einem oder von manchen Tätigkeitssitzen des kollektiven Forschungszentrums erfüllt, kann diese Zulassung auf diesen oder diese Betriebssitze beschränkt werden.

Art. 4ter – Die Tätigkeiten des kollektiven Forschungszentrums unterliegen folgenden Zulassungsbedingungen:

1° das kollektive Forschungszentrum führt Arbeiten im Bereich der industriellen Grundlagenforschung durch, die einen ausreichend allgemeinen Charakter aufweisen, um die Unternehmen interessieren zu können, die den gleichen Bedürfnissen begegnen;

2° es hält sich ständig über die wissenschaftlichen und technischen Fortschritte informiert, die in Belgien wie auch im Ausland in Bereichen erreicht werden, die unter seine Zuständigkeit fallen und die ein hohes Potenzial an industriellen Erneuerungen vorweisen;

3° es bestimmt die in Punkt 1° erwähnten Arbeiten und die in Punkt 2° erwähnten Bereiche entsprechend den Anweisungen des in Artikel 4quater, 7° erwähnten ständigen technischen Ausschusses;

4° es organisiert mittels einer leicht zugänglichen und häufig auf den neuesten Stand gebrachten Maßnahme die Verbreitung der Ergebnisse der in Punkt 1° erwähnten Arbeiten und der in Punkt 2° erwähnten Fortschritte unter die Unternehmen;

5° in den Bereichen, unter die die in Punkt 1° erwähnten Arbeiten fallen, übt es mit seinen eigenen menschlichen und materiellen Mitteln technologische Begleitungstätigkeiten aus, deren Zweck die Erweisung von Dienstleistungen ist, die in technologischen Audits hinsichtlich von Problemen in Verbindung mit Verfahren oder Produkten und in der Beratung zur Orientierung in Richtung technologischer Fachkenntnisse bestehen und die Unternehmen zugute kommen, die bei dem Zentrum ein wissenschaftliches oder technisches Sachverständigengutachten ersuchen.

Art. 4quater – Das Statut und die Arbeitsweise des kollektiven Forschungszentrums unterliegen folgenden Zulassungsbedingungen:

1° entweder fällt das kollektive Forschungszentrum unter den Gesetzeserlass vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der verschiedenen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, oder es fällt nicht unter diesen Gesetzeserlass, sondern verfügt über mindestens einen Tätigkeitssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

2° es organisiert in einem bedeutenden Maße seine Tätigkeiten unter Berücksichtigung der Bedürfnisse und der Typologie der wallonischen Unternehmen in den Bereichen, unter die die in Artikel 4ter, 1° erwähnten Arbeiten fallen;

3° es beachtet die Qualitätsnormen, die in den Bereichen, unter die diese Tätigkeiten fallen, von wesentlicher Bedeutung sind, das heißt hauptsächlich diejenigen, deren Nichtbeachtung dem guten Ruf des Zentrums bei der wissenschaftlichen und industriellen Gemeinschaft schaden würden;

4° es verfügt über eine zur Instandhaltung der für seine Tätigkeiten erforderlichen Ausrüstungen und seines Materials ausreichende Selbstfinanzierungsfähigkeit;

5° es führt eine analytische Buchhaltung über seine Tätigkeiten, durch die insbesondere der Verwendungszweck der von ihm bezogenen öffentlichen Beihilfen und Beteiligungen und die Kosten und Preise seiner Dienstleistungen an die Unternehmen überprüft werden können;

6° es veröffentlicht einen Jahresbericht, in dem die Ergebnisse der verschiedenen, in Artikel 4ter erwähnten Tätigkeiten dargelegt werden;

7° es enthält einen ständigen technischen Ausschuss, der sich in der Mehrzahl aus Unternehmensvertretern zusammensetzt.

Art. 4quinquies – Die Zulassung des kollektiven Forschungszentrums ist von unbeschränkter Dauer.

Art. 4sexies – Das zugelassene kollektive Forschungszentrum wird regelmäßig mehreren Audits unterzogen, deren Zweck es ist zu überprüfen, ob das Zentrum weiterhin eine jede der in den Artikeln 4ter und 4quater erwähnten Zulassungsbedingungen erfüllt. Diese Audits werden von unabhängigen Sachverständigen durchgeführt.

Art. 4septies – Die Zulassung des kollektiven Forschungszentrums kann entzogen werden:

1° wenn aus einem in Artikel 4sexies erwähnten Audit hervorgeht, dass das kollektive Forschungszentrum mindestens eine der in den Artikeln 4ter und 4quater erwähnten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt;

2° wenn das kollektive Forschungszentrum weiterhin eine oder mehrere der in Artikel 4ter, 3° und in Artikel 4quater, 5°, 6° oder 7° erwähnten Bedingungen nicht erfüllt;

3° wenn es nicht mehr über mindestens einen Tätigkeitssitz in der Wallonischen Region verfügt, falls das kollektive Forschungszentrum nicht unter den in Artikel 4quater, 1° erwähnten Gesetzeserlass fällt.

Art. 4octies – Es wird ein Zulassungsausschuss eingerichtet, dessen Hauptaufgaben darin bestehen:

1° bei jedem, von einem kollektiven Forschungszentrum eingereichten Zulassungsantrag einen begründeten Vorschlag auszuarbeiten, in dem er angibt, ob das Zentrum jede der in den Artikeln 4ter und 4quater erwähnten Bedingungen erfüllt oder nicht, und in dem er vorschlagen kann, dass die Zulassung gemäß Artikel 4bis, Absatz 2 auf eine oder mehrere Tätigkeitssitze des Zentrums beschränkt wird;

2° die begründeten Vorschläge zum Entzug der Zulassung unter Einhaltung des Artikels 4septies auszuarbeiten.

Art. 4nonies – Der in Artikel 4octies erwähnte Zulassungsausschuss besteht aus:

1° einem Vertreter des Minister-Präsidenten der Regierung;

2° einem Vertreter eines jeden der Vizepräsidenten der Regierung;

3° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die wissenschaftliche Forschung und die neuen Technologien gehören, der sich von dem Mitglied des Zulassungsausschusses unterscheidet, der gegebenenfalls diesen Minister aufgrund des Punktes 1° oder des Punktes 2° vertritt;

4° zwei Mitgliedern der Generaldirektion;

5° einem wissenschaftlich ausgerichteten Sachverständigen;

6° einem wirtschaftlich und finanztechnisch ausgerichteten Sachverständigen;

7° einem Sachverständigen in Sachen Zertifizierung;

8 vier Vertretern des Rats für Wissenschaftspolitik.

Die Mitglieder des Zulassungsausschusses werden von der Regierung ernannt. Das Mandat eines Mitglieds läuft am Ende des sechsten Kalenderjahres ab, das auf dasjenige Jahr folgt, im Laufe dessen die Regierung das Mitglied ernannt hat. Das Mandat kann erneuert werden.

Das Mandat eines Mitglieds erlischt vorzeitig:

1° sobald das Mitglied die Eigenschaft verliert, für die die Regierung es ernannt hat;

2° wenn das Mitglied die Regierung davon in Kenntnis setzt, dass es sein Mandat niederlegen möchte;

3° wenn das Mitglied von dem Zulassungsausschuss abberufen wird.

Wenn das Mandat eines Mitglieds erlischt, ernennt die Regierung ein neues Mitglied, welches das Mandat desjenigen Mitglieds zu Ende führt, das es ersetzt.

Art. 4*decies* – Die Regierung verabschiedet:

1° das Verfahren zur Einreichung des Zulassungsantrags;

2° die Verfahren zur Gewährung und zum Entzug der Zulassung;

3° die Modalitäten und die Häufigkeit der in Artikel 4*sexies* erwähnten Audits;

4° die Modalitäten, nach denen sie die Mitglieder des in Artikel 4*octies* erwähnten Zulassungsausschusses ernennt;

5° die zusätzlichen Aufgaben des Zulassungsausschusses, die zur Durchführung der Hauptaufgaben nützlich sind;

6° die Modalitäten, nach denen der Zulassungsausschuss seine Aufgaben durchführt.»

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird folgende Bestimmung eingefügt:

«KAPITEL IV*bis* — Bewertung

Art. 9*bis* – Die Exekutive übermittelt dem Wallonischen Regionalrat jährlich einen Quantitäts- und Qualitätsbericht über die Beihilfe- und Beteiligungspolitik für die Forschung und die Technologien, die die Exekutive im Laufe des vorhergehenden Kalenderjahres und im Rahmen des Dekrets vom 5. Juli 1990 geführt hat.»

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 13. November 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—————  
Note

(1) *Sitzung 2001-2002*

*Dokumente des Rats*. — (2001-2002) Nrn. 1 bis 4

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*. — Öffentliche Sitzung vom 6. November 2002.

Diskussion - Abstimmung

—————  
VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 4352

[C – 2002 /28134]

**13 NOVEMBER 2002. — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 juli 1990 over steun en bijdragen van het Waalse Gewest aan onderzoek en technologie (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 3 van het decreet van 5 juli 1990 over steun en bijdragen van het Waalse Gewest aan onderzoek en technologie, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer en bij het decreet van 15 februari 2001 betreffende de pre-startpremies wordt een paragraaf 5 ingevoegd luidend als volgt :

« § 5. De Regering kan aan elk erkend collectief onderzoekscentrum een subsidie toekennen die tot 80 % van de toelaatbare uitgaven dekt met betrekking tot een project voor technologische bewaking die erin bestaat zich permanent op de hoogte te houden van de vooruitgang die inzake wetenschappen en techniek in België en in het buitenland wordt geboekt, in vakgebieden die onder zijn bevoegdheid vallen en die een hoog potentieel aan industriële vernieuwing vertonen.

De Regering kan aan elk erkend collectief onderzoekscentrum een subsidie toekennen die tot 80 % van de toelaatbare uitgaven dekt met betrekking tot een project voor technologische begeleiding met als doel de verwezenlijking voor ondernemingen die een beroep doen op zijn wetenschappelijke of technische vakkennis van dienstverleningen die bestaan uit technologische audits van problemen in verband met procédés of producten en uit oriënteringsadviezen naar technologische bevoegdheden.

In de toelaatbare uitgaven bedoeld in het eerste en in het tweede lid zijn enkel de toelaatbare uitgaven opgesomd in artikel 2, derde lid, 1° tot en met 4° inbegrepen. »

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *Ibis*. — *Erkenning van de collectieve onderzoekscentra*

**Art. 4bis.** Het collectieve onderzoekscentrum dat een erkenningsaanvraag indient en dat aan elk van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen *4ter* en *4quater* voldoet, wordt erkend.

Als slechts één of sommige activiteitszetsels van het collectieve onderzoekscentrum aan elk van de voorwaarden voldoen, kan de erkenning beperkt worden tot die activiteitszettel(s).

**Art. 4ter.** De erkenningsvoorwaarden met betrekking tot de activiteiten van het collectieve onderzoekscentrum zijn de volgende :

1° het collectieve onderzoekscentrum voert de werkzaamheden van industrieel basisonderzoek waarvan de algemene aard voldoende is om de belangstelling van ondernemingen die met dezelfde behoeften geconfronteerd worden, te kunnen wekken;

2° het houdt zich permanent op de hoogte van de vooruitgang die inzake wetenschappen en techniek in België en in het buitenland wordt geboekt, in vakgebieden die onder zijn bevoegdheid vallen en die een hoog potentieel aan industriële vernieuwing vertonen;

3° het bepaalt de werkzaamheden bedoeld onder 1° en de vakgebieden bedoeld onder 2° volgens de aanwijzingen van het vast technisch comité bedoeld in artikel *4quater*, 7°;

4° het verspreidt in ondernemingskringen de resultaten van de werkzaamheden bedoeld onder 1° en deelt mee welke vooruitgang als onder 2° is geboekt, middels een vlot toegankelijke en frequent bijgewerkte inrichting;

5° in de vakgebieden waaronder de werkzaamheden bedoeld onder 1° vallen voert het met eigen menselijke en materiële middelen de technologische begeleidingsactiviteiten uit die tot doel hebben het verwezenlijken voor ondernemingen die een beroep doen op zijn wetenschappelijke of technische vakkennis van dienstverleningen die bestaan uit technologische audits van problemen in verband met procédés of producten en uit oriënteringsadviezen naar technologische bevoegdheden.

**Art. 4quater.** De erkenningsvoorwaarden met betrekking tot het statuut en de werking van het collectieve onderzoekscentrum zijn de volgende :

1° ofwel het collectieve onderzoekscentrum valt onder de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven door het wetenschappelijk onderzoek ofwel het beschikt over minstens één activiteitszettel op het grondgebied van het Waalse Gewest;

2° het organiseert een significant aantal activiteiten al naar gelang van de behoeften en de typologie van de Waalse ondernemingen in de vakgebieden waaronder de werkzaamheden bedoeld onder artikel *4ter*, 1°, ressorteren;

3° het beantwoordt aan de kwaliteitsnormen die, indien ze niet worden nageleefd, schade zouden toebrengen aan de bekendheid van het centrum bij de wetenschappelijke en industriële gemeenschap;

4° het beschikt over een voldoening gevende zelffinanciering om de uitrustingen en het materieel die voor zijn activiteiten noodzakelijk zijn, te onderhouden;

5° het voert een analytische boekhouding van zijn activiteiten, waarvan meer bepaald de aanwending van de steun en de bijdragen waarvoor het van overheidswege in aanmerking komt, afgelezen kan worden, alsook de kostprijs en de prijzen voor zijn dienstverlening aan ondernemingen;

6° het publiceert een jaarverslag waarin de afwikkeling en de resultaten van de verschillende soorten activiteiten bedoeld in artikel *4ter* uiteengezet worden;

7° het houdt een vast technisch comité in, dat voor het overgrote deel uit vertegenwoordigers van de bedrijfswereld samengesteld is.

**Art. 4quinquies.** De erkenning van het collectieve onderzoekscentrum heeft een onbepaalde duur.

**Art. 4sexies.** Het erkende collectieve onderzoekscentrum wordt periodiek aan audits onderworpen die tot doel hebben na te gaan of het blijft beantwoorden aan elke erkenningsvoorwaarde bedoeld in de artikelen *4ter* en *4quater*. Die audits worden door onafhankelijke deskundigen uitgevoerd.

**Art. 4septies.** De erkenning van het collectieve onderzoekscentrum kan worden ingetrokken :

1° als uit een audit bedoeld in artikel *4sexies* blijkt dat het collectieve onderzoekscentrum niet meer beantwoordt aan één van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen *4ter* en *4quater*;

2° als het collectieve onderzoekscentrum volhardt in het niet-naleven van één of meerdere erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel *4ter*, 3° en in artikel *4quater*, 5°, 6° of 7°;

3° indien het collectieve onderzoekscentrum niet onder de besluitwet bedoeld in artikel *4quater*, 1°, valt, als het ophoudt te beschikken over minstens één activiteitszettel op het grondgebied van het Waalse Gewest.

**Art. 4octies.** Er wordt een erkenningscommissie ingesteld waarvan de hoofdpoddrachten erin bestaan :

1° telkens als een collectief onderzoekscentrum een erkenningsaanvraag indient, een met redenen omkleed voorstel uit te werken waarin aangegeven wordt of het al dan niet aan elke erkenningsvoorwaarde bedoeld in de artikelen *4ter* en *4quater* beantwoordt en waarin die commissie voor kan stellen om de erkenning te beperken tot één of meerdere activiteitszetsels van het centrum, overeenkomstig artikel *4bis*, tweede lid;

2° met redenen omklede voorstellen aangaande de intrekking van de erkenning uit te werken, met naleving van artikel *4septies*.

**Art. 4nonies.** De erkenningscommissie bedoeld in artikel *4octies* bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering;

2° één vertegenwoordiger van elke Vice-Minister-President van de Regering;

3° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Wetenschappelijk Onderzoek en Nieuwe Technologieën, verschillend van het lid van de erkenningscommissie die in voorkomend geval die Minister vertegenwoordigt krachtens 1° of 2°;

4° twee leden van het Directoraat-generaal;

5° één deskundige in een wetenschappelijke richting;

6° één deskundige in een economisch-financiële richting;

7° één deskundige in certificeringszaken;

8° vier vertegenwoordigers van de Raad voor wetenschappelijk beleid.

De leden van de erkenningscommissie worden door de Regering benoemd. Het mandaat van een lid verstrijkt op het einde van het zesde kalenderjaar volgend op het kalenderjaar waarin het door de Regering is benoemd. Het mandaat is hernieuwbaar.

Het mandaat van een lid eindigt voortijdig :

1° zodra het de hoedanigheid verliest waarin het door de Regering is benoemd;

2° als het de Regering meedeelt dat het ontslag wenst te nemen;

3° als het door de erkenningscommissie gewraakt wordt.

Indien het mandaat van een lid beëindigd wordt, benoemt de Regering een nieuw lid, dat het mandaat van degene die het vervangt, voltooit.

Art. 4*decies*. De Regering bepaalt :

1° de procedure voor de indiening van de erkenningsaanvraag;

2° de procedures voor de toekenning en de intrekking van de erkenning;

3° de wijze en de frequentie van de audits bedoeld in artikel 4*sexies*;

4° de wijze waarop hij de leden van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 4*octies* benoemt;

5° de aanvullende opdrachten van de erkenningscommissie die nuttig zijn voor diens hoofdopdrachten;

6° de wijze waarop de erkenningscommissie zijn opdrachtten uitvoert. »

Art. 3. Volgende bepaling wordt in het decreet ingevoegd :

« HOOFDSTUK IV*bis*. — *Evaluatie*

Art. 9*bis*. De Executieve deelt jaarlijkse aan de Waalse Gewestraad een kwantitatief en een kwalitatief verslag mee over het steun- en bijdragenbeleid voor onderzoek en technologieën dat de Executieve gevoerd heeft tijdens het voorgaande kalenderjaar en in het kader van het decreet van 5 juli 1990. »

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 november 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Stukken van de Raad.* — (2001-2002) nrs. 1 tot en met 4.

*Volledig verslag.* — Openbare zitting van 6 november 2002.

Bespreking – stemming.

**13 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Marche-en-Famenne**

Le Gouvernement Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Marche-en-Famenne du 4 mars 2002 approuvant le plan communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 26 mai 2002;

Considérant que la commune de Marche-en-Famenne ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;